

**Diplomatie d'influence - Discours de
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
lors de la clôture de la journée du
réseau de coopération et d'action
culturelle**

(Paris, 17 juillet 2017)

Monsieur le Ministre, Cher Jean-Baptiste,

Monsieur le Directeur,

Mesdames et Messieurs les Présidents, Directeurs généraux et Directeurs,

Mesdames et Messieurs les Conseillers de coopération et d'action culturelle,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'avoir cette possibilité de vous rencontrer même s'il n'a pas été très simple d'harmoniser mes horaires. Je suis très heureux d'être là pour le début de mon mandat, à la tête de ce ministère. J'espère avoir l'occasion d'être ici chaque année.

Il s'agit de clore cette journée organisée autour de notre réseau de coopération culturelle, mais aussi de vous faire part d'emblée de l'intérêt que j'éprouve pour votre action essentielle pour notre politique extérieure et de vous faire part aussi de toute l'attention que j'entends accorder aux défis que nous devons relever ensemble.

Au cours des cinq dernières années, je me suis beaucoup déplacé sur tous les continents et j'ai eu de nombreuses occasions de mesurer l'influence de la France dans le monde. Cette influence ne nous est pas donnée une fois pour toute. Elle repose, certes sur l'image, sur le capital symbolique de notre pays qui est encore attendu dans de nombreux endroits du monde, - et c'est en particulier pour nos actions en matière de coopérations, de développement et d'actions culturelles - mais dans un contexte qui évolue à grande vitesse que je serai tenté d'appeler le marché international de l'influence, la bataille de l'influence. Je garde quelques souvenirs de mes fonctions antérieures. Ce marché international de l'influence est devenu très concurrentiel et vous le savez bien. Il faut donc une action quotidienne, inventive, renouvelée, parfois visible ou parfois souterraine, mais toujours offensive pour que la France, non seulement tienne son rang, mais soit aussi présente, là où peut-être, on ne l'attendait pas. Cette action quotidienne, c'est la vôtre. Il me tarde maintenant de mieux connaître la richesse du réseau diplomatique, la diversité de vos métiers et surtout, d'ajouter mon engagement au vôtre

pour faire vivre notre diplomatie de coopération et d'action culturelle. Sans encore bien tout connaître, il me semble que nous sommes au seuil de grands défis. De nombreux pays n'hésitent plus à s'engager parfois sous des formes originales, dans ce que j'appellais il y a un instant la bataille de l'influence. Il suffit de penser par exemple à la nomination par le Danemark d'un ambassadeur auprès de GAFA, ou à l'augmentation de 20% du nombre de centres culturels turcs dans le monde pour la seule année 2017. Ces pays agissent ainsi pour renforcer leur présence, pour renforcer leur poids, leur image sur la scène internationale et dans les imaginaires étrangers. C'est pourquoi la France doit elle-même relever le défi de l'actualisation de sa propre matrice d'influence.

C'est l'un des chantiers majeurs que j'entends conduire à la tête de ce ministère. Je l'ai clairement annoncé dans la feuille de route que j'ai adressée au Premier ministre, et j'aurai de nombreuses occasions d'y revenir, d'y travailler avec vous, là où vous êtes.

Aujourd'hui, je voudrais simplement partager quelques convictions que j'éprouve à ce sujet.

D'abord, notre pays dispose à l'évidence d'atouts historiques dans le domaine de l'influence, à commencer par un réseau diplomatique et consulaire considérable et que vous connaissez bien : 162 ambassades, 16 représentations permanentes, un réseau qui s'appuie sur 6.000 agents dans 161 services de coopération et d'action culturelle, agissant en relation étroite avec nos opérateurs et avec les alliances françaises. Cet atout, cette force, elle est là, souvent enviée par nos autres partenaires, en particulier nos partenaires européens. Cet atout, cette force suscitent notre fierté, surtout lorsqu'on sait, et vous le savez mieux que quiconque, - mais on n'a pas manqué de me le dire - combien nos effectifs restent limités au regard des missions que nous avons, que vous avez et que nous avons ensemble à relever.

Nous sommes tous conscients du travail exceptionnel que chacun d'entre vous assume dans ses fonctions. C'est d'abord grâce à ce réseau, grâce à votre travail que la France demeure une référence culturelle et politique en de nombreux endroits du monde. Mais je n'ignore pas que cette place privilégiée est menacée. Elle l'est pour des raisons qui lui sont extrinsèques, je pense à la montée des pays émergents, à l'évolution des supports de diffusion de la culture et des idées, à la généralisation de l'anglais, elle l'est aussi pour des raisons intrinsèques, avec des problèmes de moyens, d'adaptation, d'organisation et peut-être, reconnaissons-le, une certaine illusion sur la force du rayonnement propre du modèle français. Cela doit être pour nous une incitation à être proactifs et innovants.

Quels sont ces défis qui sont devant nous : j'en vois cinq qui sont majeurs.

D'abord, mener les grands combats de notre temps, à commencer par notre engagement à poursuivre l'application de l'accord de Paris relatif au climat, je vais y revenir,

Deuxièmement, renouveler notre stratégie d'influence, avec toujours l'éducation et l'enseignement du Français comme pilier central, mais en se permettant, lorsque c'est nécessaire, de repenser nos approches,

Troisièmement, rajeunir aussi la perception du modèle culturel français sans bien sûr sacrifier la valeur patrimoniale de notre offre culturelle, mais en y associant toujours plus de création et d'innovation, et en y associant les industries culturelles.

Quatrièmement, bien comprendre que l'influence se joue peut-être d'abord, sur le terrain de la diplomatie des savoirs et des idées : de la coopération scientifique et universitaire et des échanges intellectuels. Nous avons là un grand rôle à jouer.

Enfin, le dernier défi, et il y en a sans doute d'autres, mais ce sont ceux que je vois en priorité, identifier les questions particulières que nous posent l'Europe et l'Afrique dans le contexte actuel, afin de tenter d'y répondre fortement.

Ce soir je voudrais plus particulièrement évoquer trois objectifs majeurs pour lesquels notre diplomatie d'influence doit se mobiliser dès maintenant.

Le premier objectif de notre action, ce doit être de porter vers l'avant l'accord de Paris sur le climat. C'est une orientation forte du président de la République et de ce ministère, son réseau se doit d'être au premier rang dans ce combat. Après la décision du président Trump de sortir de l'accord de Paris, la France, loin de se résigner, a décidé d'assumer avec encore plus de détermination son rôle de garante de l'accord de Paris. Le président Macron a porté très fort cette voix du refus du fait accompli, encore récemment au sommet du G20, et pour la quasi-totalité des États dans le monde, cet accord doit être considéré comme irréversible, et sa mise en oeuvre doit être jugé comme prioritaire. Refuser le fait accompli, cela requiert d'inciter les pays qui n'ont pas encore ratifié l'accord de Paris à le faire au plus vite, et parallèlement, nous devons faire avancer avec l'Union européenne la négociation des règles de mise en oeuvre de cet accord qui doivent être adoptées d'ici fin 2018 à la COP24.

En outre, la France devra accompagner les pays pour les aider à respecter leurs engagements nationaux, et en particulier les pays en développement. Nous devons mettre à leur disposition nos différents savoir-faire : je pense par exemple à l'initiative sur les énergies renouvelables en Afrique ou à l'alliance solaire internationale initiée et soutenue très fortement par le Premier ministre indien.

Dans ce contexte, la France poursuivra un effort exceptionnel, en particulier à travers l'AFD qui consacre d'ores et déjà plus de 50% de ses financements à des actions bénéfiques pour le climat, en renforçant sa part consacrée à l'adaptation au changement climatique. Nous agissons pour que l'Union européenne et les autres grands bailleurs internationaux se fixent des objectifs similaires à celui-là. Mais nous ne devons pas nous arrêter là. Nous devons constamment montrer l'exemple, être force de propositions, et c'est le sens du Plan Climat adopté au début du mois de juillet qui permettra notamment d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et la sortie progressive de la production d'hydrocarbures sur le territoire français en 2040.

C'est dans le même esprit que nous accueillerons, comme l'a indiqué le président de la République, le 12 décembre prochain à Paris, soit deux ans après l'adoption de l'accord de Paris, un sommet consacré à la mise en oeuvre de cet accord sur le climat, en vue d'aborder des

solutions concrètes en matière de financements public et privé et des différents volets de la lutte contre le changement climatique.

Enfin, agir, c'est s'adresser à toutes les bonnes volontés qui sont prêtes à mettre leurs compétences au service de la lutte contre le dérèglement climatique et c'est le sens de l'appel du président de la République à l'adresse des scientifiques et chercheurs de la planète. Ce projet va devoir nous renforcer sur le plan de la diplomatie scientifique et nous devons, là aussi être à l'initiative. Je vous demande de relayer activement cette démarche qui doit permettre de renforcer l'attractivité universitaire et scientifique de notre pays.

Notre deuxième objectif doit être l'éducation. La diplomatie est essentielle pour gérer les crises qui surviennent et tenter d'apporter des réponses dans l'urgence à celles et ceux qui sont victimes de conflits. Nous nous y employons. Mais, pour mettre un terme au conflit, il faut aussi, et vous le savez bien, développer la prévention en amont, et créer en aval les conditions d'une paix durable. Là, l'éducation est un élément essentiel, et ce sera l'une des orientations majeures de mon action. L'éducation est essentielle, d'abord pour gagner la bataille des consciences, elle est essentielle au développement du sens critique de la jeunesse, elle est essentielle dans notre lutte contre le fondamentalisme, elle concoure au dialogue des cultures, elle concoure à l'ouverture aux autres. L'éducation est aussi essentielle dans la mise en oeuvre de l'agenda 2030 des Nations unies.

Dans les pays les plus pauvres, nul ne peut contester que le capital humain, l'éducation et la formation des filles comme des garçons constituent le principal facteur de prospérité durable et de réduction des inégalités. Ces enjeux sont à la croisée de la sécurité et du développement, mais je sais que vous avez été amenés à évoquer cette question aujourd'hui. Je ne citerai qu'un chiffre qui est maintenant bien connu pour mesurer l'ampleur du défi : en 2030, 450 millions d'enfants supplémentaires devront être scolarisés en Afrique subsaharienne. L'accès de tous à une éducation de qualité est donc une priorité majeure, il faut proposer des actions novatrices pour progresser. Je relève à cet égard les rendez-vous suivants.

S'agissant des actions en faveur de l'égalité femmes hommes, une partie intégrante de cet effort, le ministère produira en 2018 une nouvelle stratégie pour l'intégration du genre dans l'action extérieure de la France. Il devra proposer dans cette stratégie, des modalités d'augmentation du montant global de notre aide publique sur ces critères, montant global au développement bilatéral.

Nous devons également préparer cette année la conférence du partenariat mondial pour l'éducation prévue en février 2018 à Dakar, afin de mobiliser les ressources nécessaires pour sa mise en oeuvre.

Mettre l'action sur l'éducation ne remet bien sûr nullement en cause d'autres actions prioritaires comme la santé, d'autant que la complémentarité entre les deux est évidente, la santé restera donc un domaine dans lequel nous investirons au plan bilatéral et multilatéral. Mais revenons à l'éducation, elle est aussi un moteur de notre influence et je veux ici encourager une politique éducative ambitieuse au service de la francophonie. L'éducation à la française et en Français est un axe majeur de notre politique d'influence, elle nous permet de parier sur l'avenir, de nous projeter au-delà des générations actuelles ; tant d'amis de la France partout dans le monde

le sont devenus parce qu'ils ont fréquenté une école française, et nous devons être fiers de l'excellence académique de nos établissements pilotés par l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) aux côtés de nos partenaires associatifs. Il y a aussi la mission laïque française avec toute la contribution majeure du réseau de l'alliance française pour lequel j'ai bien sûr une attention toute particulière. En même temps, nous devons faire preuve de lucidité. L'éducation, et plus largement l'accès à la connaissance sont devenus un marché mondial hyper concurrentiel, en témoigne le développement de l'offre scolaire internationale sur tous les continents et particulièrement en Afrique. Fort heureusement, la maîtrise de la langue française est aujourd'hui largement ressentie comme une chance dans un grand nombre de pays, une opportunité pour accéder plus facilement à l'emploi et à l'activité, nous devons donc renforcer nos offres éducatives, notamment à travers deux projets.

D'abord, le développement de filières bilingues francophones d'excellence dans les établissements, 200 d'entre eux ont reçus à ce jour le label France-Éducation. C'est une réussite que nous devons désormais poursuivre et amplifier. Ensuite, le projet ambitieux de l'école française numérique à l'étranger, comme j'en ai pris l'engagement dans notre feuille de route doit nous permettre, en liaison avec l'éducation nationale, de démultiplier dès 2018 notre offre d'éducation francophone et de nous positionner sur un marché en très forte croissance. Mon objectif est que nous puissions inscrire un million d'apprenants d'ici 2025, c'est pour moi l'une de nos priorités.

Je serai amené à en reparler prochainement lorsque je déclinerai ma stratégie internationale pour le numérique. C'est un fait que le Français occupe une place à part dans les relations internationales, compte tenu de son histoire et du nombre croissant de francophones dans le monde. L'enjeu est donc de consolider ces bases et de renforcer sa pratique dans les pays prescripteurs et dans les puissances de demain. Nous le ferons en diversifiant notre offre d'apprentissage, en l'adaptant encore davantage aux besoins spécifiques et en jouant des innovations technologiques.

Le troisième objectif : c'est de bâtir une vraie stratégie offensive en matière culturelle. Je veux d'abord rappeler que notre ministère est, et sera l'un des grands acteurs culturels de l'État. Son rôle est en particulier décisif pour accompagner notre paysage culturel dans son développement international et pour contribuer à l'enrichissement de notre modèle au contact d'autres réalités. L'enjeu, c'est bien sûr aussi la consolidation d'un universel partagé qui fasse une place à toutes les cultures et refuse à cet égard toutes formes d'hégémonie. La diplomatie culturelle est aujourd'hui décroisée, elle s'est beaucoup ouverte ces dernières années à de nouveaux enjeux que je veux bien sûr conforter. Je pense à l'attractivité touristique des territoires, à la promotion de notre art de vivre. La diplomatie culturelle contribue plus que jamais à une diplomatie globale. Elle repose cependant sur quelques fondamentaux que je n'oublie pas parce qu'ils sont au cœur de votre action.

Dans - diplomatie culturelle - ma conviction au demeurant est qu'il faut d'abord entendre diplomatie. En confortant le pilotage du réseau par le ministère, avec l'appui des opérateurs, je veux vous inciter à ne jamais perdre de vue la mission d'analyses et de veille qui vous rattache tout à fait aux métiers diplomatiques. Je l'ai dit, le monde évolue à grande vitesse, singulièrement dans le domaine culturel, les enjeux sont trop importants pour que nous passions à côté d'évolutions dans les pratiques, dans les scènes artistiques ou universitaires, à côté de signaux faibles, à côté d'apparition de nouveaux acteurs, à côté de changement de paradigme. Vous êtes les yeux ouverts sur le monde des acteurs culturels français, publics

comme privés. Vos analyses sont donc très précieuses et gagnent à être partagées.

C'est en ce sens que j'évoque la partie diplomatique. Dans ce domaine, la réussite des saisons mais aussi d'événements mondiaux et connectés contribue à notre présence, en nous permettant de développer le goût du public étranger pour les idées, les arts et le mode de vie français, que ce soit dans notre langue ou en langue étrangère. L'Institut français a évidemment un rôle pivot à jouer, je tiens à saluer la force qu'il constitue, en appui du réseau. Je serai amené très prochainement à désigner le successeur de M. Bruno Foucher qui a été appelé à d'autres fonctions.

Ces enjeux feront l'objet des échanges que vous aurez pendant les ateliers de l'Institut français qui débute demain et ce n'est que le début du travail que nous faisons ensemble à ce sujet, et auquel je veillerai bien évidemment à associer la ministre de la culture Mme Françoise Nyssen pour que nos deux ministères avancent en très bonne intelligence.

Nul autre pays que la France, à ce jour, ne s'est autant identifié à sa culture. C'est notre chance car nous avons, entre nos mains, un capital symbolique exceptionnel. Mais cela peut-être aussi une difficulté quand les représentations que nos partenaires projettent sur nous peuvent être un frein pour évoluer nous-mêmes, et nous empêcher d'offrir de la France, l'image d'un pays vivant et créatif qui veut compter dans le futur comme il a compté jusqu'à présent.

Rajeunir la perception internationale du modèle culturel français, voilà l'une des grandes missions que je vous assigne. En un sens, il faut renverser l'image traditionnelle sans négliger le capital immatériel accumulé. Cela veut dire en premier lieu, assumer ce qui fait la force de ce modèle qui est sa dimension patrimoniale. Nous avons la chance d'avoir des grands noms de Victor Hugo à Le Corbusier. Nous avons la chance d'avoir des marques culturelles comme le Louvre ou Versailles ou, dans un autre registre, la Nuit des Idées. Nous avons la chance d'avoir ces références qui parlent au monde entier. Et c'est à nous de les mobiliser.

Je souhaite que nous adoptions une conception large de l'influence qui intègre, par exemple, le champ de la mémoire. Et, les commémorations de la Première guerre mondiale constituent, par exemple, un rendez-vous privilégié pour mesurer tout ce qui nous rapproche de nos partenaires, et imaginer ensemble un futur commun à partir d'échanges et de projets dans les champs de l'éducation, de la culture et de la recherche.

Dans le domaine du patrimoine nous avons une expertise de premier ordre à faire valoir. Notre pays est très souvent sollicité quand de nouveaux projets culturels sont lancés. Il importera de valoriser cette expertise. Et le réseau en est le premier ambassadeur, au-delà de projets emblématiques comme le centre Pompidou qui ouvrira prochainement, une antenne à Shanghai. Au-delà du Louvre à Abu Dhabi où je me trouvais hier, nous constatons aujourd'hui une demande croissante dans ce domaine, notamment dans les pays émergents et c'est à nous d'y répondre.

Notre expertise se trouve également dans le fonds de protection du patrimoine en danger baptisé Aliph qui a vu le jour lors de la Conférence d'Abu Dhabi en décembre 2016. Il sera opérationnel cet été et devra sélectionner à l'automne les premiers projets de reconstruction et

de numérisation des archives et de la formation indispensable à ce projet.

Rajeunir la perception du projet culturel français, c'est aussi bien sur promouvoir la création et l'innovation ainsi que les industries culturelles. Je crois que nous devons avoir ici une réflexion de fond sur notre rôle, sur votre rôle en la matière. Comment gagner de nouveaux publics tout en consolidant nos cercles d'influence traditionnels ? Dans quelle mesure et dans quel contexte devons-nous être nous-mêmes producteurs de culture ? Qui sont les nouveaux prescripteurs et comment les atteindre ? Quel est notre rôle aux côtés des acteurs culturels français dans leur stratégie internationale ? C'est un chantier considérable. La promotion des industries culturelles et créatives françaises restera en tout état de cause une priorité de notre politique d'influence.

Vous savez que c'est un secteur clé de notre économie qui contribue pour plus de 2% à notre croissance avec 32 milliards d'euros de chiffre d'affaires à l'export, ce qui n'est pas rien. C'est aussi le vecteur d'une image dynamique et innovante de notre pays. Et, en lien avec le ministère de la culture et, bien sûr, avec les acteurs eux-mêmes, je souhaite que nous fassions front commun pour la réussite de projets ambitieux. Je pense, par exemple, à la Foire du livre de Francfort cet automne où notre pays est invité d'honneur, ce qui illustre bien le dynamisme de l'édition française.

Rajeunir la perception du modèle français c'est peut-être enfin reconnaître que la bataille de l'influence, je commençais par ces mots, se joue désormais en grande partie sur le terrain de l'information, des images mais aussi des idées. Avec plus de 120 millions de personnes touchées chaque semaine, France Médias Monde et TV5 Monde jouent un rôle crucial de relais des valeurs françaises et du modèle culturel de la France et de la francophonie. La création d'une rédaction de France 24 en espagnol, qui sera lancée en septembre prochain, permettra la conquête d'un nouveau public. Je me réjouis aussi du rapprochement au mois de juin dernier entre France Médias Monde et Canal France International qui interviennent dans un environnement audiovisuel fortement concurrentiel.

J'ai dit quelques mots des images et je voudrais parler aussi des idées. J'ai une conviction très forte. Dans les échanges intellectuels, quelques soient les formes qu'ils prennent se joue un aspect déterminant de notre influence. Notre capacité à partager nos catégories de pensée, nos manières de voir le monde, notre capacité à infuser dans les imaginaires étrangers et, dans le même temps, enrichir nos réflexions au contact d'autres visions. Là encore il faut être lucide. Nous avons cédé du terrain dans ce domaine.

Certes, dans plusieurs pays, pourtant très francophiles, des figures majeures de notre histoire intellectuelle comme Michel Foucault ou Jacques Derrida continuent d'occuper tout le devant de la scène. Mais, ils font peut-être écran à d'autres plus actuels. Et la réalité que nous devons mettre en lumière est celle d'un pays plus que jamais passionné par les idées où plusieurs champs disciplinaires, connaissant des évolutions majeures, peuvent permettre à notre pays de redevenir une référence de prescription.

Redevenir un pays leader dans la vie internationale des idées c'est une volonté. Cela appelle plusieurs actions dont j'aurais l'occasion de reparler. Ces actions doivent se mettre en oeuvre avec le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Et je ferais en

sorte que la diplomatie des savoirs et que la diplomatie des idées fassent partie de la bataille de l'influence.

À cet instant, je voudrais insister sur l'importance des échanges étudiants. C'est d'abord un enjeu d'attractivité et nous devons réinvestir dans l'offre de bourses. Et j'ai présenté cet objectif au Premier ministre qui a bien voulu le reprendre dans sa déclaration de politique générale. Mais, nous avons du retard. Les britanniques en offrent deux fois plus que nous et les allemands trois fois plus. Un effort doit être fait pour que la France, désormais à la quatrième place en termes d'accueil des étudiants étrangers, rattrape son retard. Dans ce contexte, je vous demande d'évaluer de façon systématique l'action de nos concurrents. Il ne s'agit pas de jouer les petits rapporteurs mais plutôt d'analyser lucidement l'action des concurrents dans le domaine de l'influence. Que vous soyez en poste dans leur pays ou dans les pays où ils agissent afin que nous puissions ajuster nos dispositifs. En lien étroit avec Campus France nous devons aussi faire vivre les outils d'attractivité que nous avons mis en place : la plateforme d'inscription en ligne Études en France qui se modernise fortement ; le cadre rénové des visas avec le Passeport talent et la mise en réseau des anciens de l'enseignement supérieur français sur France Alumni.

Mais ces échanges c'est aussi dans l'autre sens avec l'accompagnement de nos propres étudiants qui se rendent à l'étranger. Eux-mêmes, sans en avoir toujours conscience, sont la cheville ouvrière de ces échanges intellectuels. Je pense, en particulier, à ceux qui partent pendant un an, parfois plus, pour enseigner la langue française souvent au cœur d'établissement prestigieux. Nous n'avons pas un accès aussi direct et privilégié qu'eux. En enseignant la langue ils partagent évidemment bien d'avantage et c'est là aussi un enjeu auquel il nous faut réfléchir.

Cela ne vous a pas échappé, notre ministère a changé de nom pour mettre en avant la dimension européenne de notre action. L'Europe c'est la première priorité où mettre en oeuvre les différents aspects que je viens d'évoquer, et la France doit prendre pleinement sa part dans cette volonté de remobilisation des énergies européennes autour de projets de développement ou de projets culturels structurants. Elle ne doit pas hésiter à se lancer dans des projets culturels européens visibles et innovants avec tous les acteurs qui oeuvrent en ce sens, tels que EUNIC, les réseaux des instituts culturels européens, car l'identité européenne passe évidemment par la culture et les échanges qu'elle rend possible. La France doit aussi maintenir ses ambitions pour l'Union européenne en matière d'aide publique au développement s'agissant, notamment, de l'Afrique.

C'est dans cet esprit que le président de la République nous a demandé de travailler et c'est sur cette ligne qu'il a lancé, il y a quelques jours, une politique de développement - l'Alliance pour le Sahel - où le développement économique va de pair avec l'action en faveur de l'éducation. Ce qui est une condition pour la paix et la stabilité dans cette région du monde où nos forces armées sont engagées aujourd'hui.

Je pense également à notre engagement pour accompagner des efforts de réduction et de réinsertion des effectifs militaires en Côte d'Ivoire sur les trois prochaines années.

L'autre sujet est la création d'emplois pour les jeunes en Afrique de l'Ouest qui constitue le

premier levier de limitation des flux de migrants illégaux par la voie de la Méditerranée centrale.

Dans ce cadre, la France promeut des actions spécifiques en faveur de la création d'entreprises par les diasporas afin de créer des emplois et pour favoriser la croissance sur les lieux mêmes de vie de ces diasporas. C'est l'intérêt du programme franco-allemand de mobilisation européenne pour l'entrepreneuriat en Afrique qui accompagne les entrepreneurs de la diaspora africaine, diplômés de l'enseignement français ou allemand à travers la création dans les pays d'origine, d'entreprises à forte caractère technologique ou porteuses de solutions innovantes.

C'est un programme ambitieux mais vous le savez, et je le sais aussi pour ma part, que l'ambition n'est rien sans les moyens et les outils qui l'accompagnent. Concernant les moyens j'ai bien conscience, autant que vous, que ceux du programme 185 ont baissé régulièrement ces dernières années et qu'ils viennent de subir un nouveau coup de gestion. De fait nous sommes arrivés à un seuil plancher, à un point critique. Je sais que les discussions pour les budgets à venir seront difficiles, j'en ai l'habitude, mais je vous demande de compter sur ma détermination et sur celle du secrétaire d'État pour défendre nos demandes dans la perspective de cette politique d'influence compétitive que j'ai essayé de vous décrire.

Dans le domaine de nos politiques de solidarité, notre crédibilité suppose aussi d'avoir une feuille de route permettant de suivre la trajectoire ambitieuse qu'a indiqué le président de la République et d'aller vers le seuil des 0,7% d'aide publique au développement que l'Allemagne et le Royaume-Uni ont déjà atteint.

Un mot également sur un sujet qui vous tient à coeur, le statut d'Établissement à autonomie financière dont disposent les instituts français. J'ai regardé ce dossier. Ma position est claire. Ce statut a fait la preuve de son efficacité en matière de souplesse de gestion et de réactivité du réseau culturel. Il doit donc être préservé. Nous avons fait des progrès en donnant une base juridique aux dépenses d'interventions des instituts. Nous devons continuer ce travail de consolidation des établissements à autonomie financière. C'est une priorité que j'évoquerais sans tarder au niveau interministériel.

Disposer d'outils performants, c'est aussi pour notre ministère, exercer une tutelle intelligente sur les opérateurs. Et pour être efficace, il faut que chacun remplisse son rôle. L'administration est là pour coordonner, exercer une fonction de stratégie là où les opérateurs mettent en oeuvre les politiques. Et l'objectif est d'agir ensemble de manière cohérente et complémentaire, à l'intérieur d'un cadre politique commun et précis. La tutelle n'est pas là pour brider ou pour empêcher, mais pour accompagner la mise en oeuvre des objectifs politiques fixés. Et au-delà de l'administration centrale c'est aussi votre responsabilité dans votre poste par le biais des comités des opérateurs sous la présidence de l'ambassadeur, qui doit inciter à ces mises en oeuvre.

Mesdames et Messieurs,

Voilà les premiers éléments de la politique que j'entends mener en matière de coopération et aussi de diplomatie d'influence. Ce n'est qu'un premier tour d'horizon, je vais maintenant

m'atteler à y travailler avec vous. Ces sujets seront au coeur de mon mandat avec l'aide précieuse de Jean-Baptiste Lemoyne. Je veillerais à les porter politiquement à la place qu'ils méritent. Je ne pourrais pas réussir seul et j'aurais besoin du concours de chacun d'entre vous pour mener à bien ces missions. Je sais que votre mobilisation est exemplaire alors même que vous opérez dans des contextes parfois très difficiles, voire même dangereux pour vous et vos proches. Cet engagement au service de l'État vous honore et je vous remercie de contribuer chaque jour à faire rayonner notre pays dans le monde.

Vous trouverez en Jean-Baptiste Lemoyne et moi-même, des interlocuteurs toujours attentifs, soucieux des difficultés que vous pourrez rencontrer et vous pourrez compter sur nous pour vous soutenir dans cette action essentielle, prestigieuse, exigeante de renforcer la présence de la France et de gagner la bataille de l'influence.

Je vous remercie./.